

Nom :
Prénom :
Adresse :

Saint Ouen, le

A
Madame la Présidente,
Commission Nationale
De l'Informatique et
Des Libertés
8, rue Vivienne
CS 30223
75083 Paris cedex 02

Objet : Demande d'intervention de la CNIL

Madame La présidente,

Je souhaite appeler votre attention sur les faits suivants qui concernent les organismes SEMISO et Saint Ouen Habitat Public.

Je viens d'apprendre fortuitement, que des données personnelles me concernant sont accessibles à des salariés d'un des organismes cités ci-dessus sans que mon avis et mon accord ne m'aient été demandés.

Ces données personnelles concernent ma composition familiale, mes revenus et même des informations sur mes comptes bancaires.

Cela est contraire à la loi car comme cela est mentionné sur votre site.

L'information des personnes : Le responsable d'un fichier doit permettre aux personnes concernées par des informations qu'il détient d'exercer pleinement leurs droits. Pour cela, il doit leur communiquer : son identité, la finalité de son traitement, le caractère obligatoire ou facultatif des réponses, les destinataires des informations, l'existence de droits, les transmissions envisagées. **Le refus ou l'entrave au bon exercice des droits des personnes est puni de 1500 € par infraction constatée et 3 000 € en cas de récidive.**
[art. 131-13 du code pénal Décret n° 2005-1309 du 20 octobre 2005](#)

L'autorisation de la CNIL : Les traitements informatiques de données personnelles qui présentent des risques particuliers d'atteinte aux droits et aux libertés doivent, **avant leur mise en oeuvre**, être soumis à l'autorisation de la CNIL. **Le non-accomplissement des formalités auprès de la CNIL est sanctionné de 5 ans d'emprisonnement et 300 000€ d'amende.** [art. 226-16 du code pénal](#)

Je vous demande d'intervenir rapidement pour assurer la confidentialité de mes données personnelles et le respect de mes droits.

Veuillez recevoir, Madame la Présidente, l'assurance de mes sincères salutations.

Ci-joint photocopie de ma pièce d'identité